



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

## CONTENU

---

### Propriété intellectuelle

Publication du rapport « Spécial 301 » : la Chine, la Russie et le Canada blâmés ..... 1

### Relations commerciales

Accession de la Russie à l'OMC : l'appui américain se confirme..... 3

### Politique commerciale américaine

Les pressions pour lever l'embargo sur Cuba s'accroissent..... 4

**Études économiques et articles connexes..... 5**

---

## Politique commerciale américaine

*Publication du rapport « Spécial 301 » : la Chine, la Russie et le Canada blâmés*

Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a publié le vendredi 30 avril son rapport « Spécial 301 ». Ce rapport analyse l'efficacité des pratiques et des lois en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le monde. Encore cette année, la Chine, la Russie et le Canada sont identifiés sur sa liste prioritaire. Selon le rapport, les produits pharmaceutiques génériques, l'échange de fichiers piratés sur Internet et la vente de matériel piraté sur support numérique sont les principales catégories de produits contrefaits. La protection des industries américaines fortement dépendantes de leurs DPI prend une importance politique croissante aux États-Unis alors que l'Administration Obama s'est engagée à doubler les exportations en cinq ans.

Le rapport « Spécial 301 » analyse la conformité des États avec les standards en matière de protection des DPI établis aux États-Unis par la Section 182 de la *Loi sur le commerce de 1974*, tels qu'amendés par la *Loi omnibus américaine de 1988 sur le commerce et la compétitivité* et complétés par les normes pertinentes de l'OMC. Ce travail est mené annuellement depuis 1989 par l'USTR. L'Accord commercial anticontrafaçon (ACAC), que l'Administration souhaite entériner avant la fin de son premier mandat, devrait bientôt s'ajouter à ce cadre normatif. En fonction de la gravité des violations de DPI observées, les pays identifiés comme fautifs sont classés selon trois catégories. Ils sont soit inscrits sur une liste de surveillance prioritaire ou régulière, soit classés sur la liste de révision en fonction du « processus 306 ». Contrairement aux deux premières listes qui n'ont pas de répercussions légales, le « processus 306 » oblige l'Administration américaine à entamer des discussions bilatérales avec le pays visé afin d'améliorer les pratiques de ce dernier. Le rapport « Spécial 301 » n'a pas de valeur légale sur le plan international. C'est avant tout un outil diplomatique utilisé par les États-Unis pour contraindre ses partenaires commerciaux à modifier leurs pratiques et leurs lois en matière de DPI.

77 pays sont analysés dans le rapport 2010. De ce nombre, 41 sont identifiés comme ayant des pratiques non conformes aux standards américains. 11 pays sont inscrits sur la liste prioritaire, 29 sur la liste régulière et seul le Paraguay fait l'objet d'une révision selon le « processus 306 » (liste



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

détaillée à la fin de l'article). Ce rapport est donc très semblable à celui de l'année dernière.<sup>1</sup> Seul Israël a été retiré de la liste prioritaire, tandis que la République tchèque, l'Arabie Saoudite, la Hongrie et la Pologne ont été retirées de la liste régulière.

La Chine est visée par le rapport pour une sixième année consécutive. Le rapport souligne que l'application des lois en matière de DPI y est quasi inexistante. La fabrication, l'utilisation et l'exportation de produits contrefaits y sont toujours massivement répandues. 79 % des biens contrefaits saisis par les douanes américaines proviennent de la Chine. La politique dite des « innovations indigènes », qui a pour objectif de favoriser le développement

*« Nous craignons sérieusement que l'application de la politique d'innovation indigène chinoise ne désavantage les détenteurs de droits de propriété américains. »*

– Ron Kirk, Communiqué de Presse, 30 avril 2010.

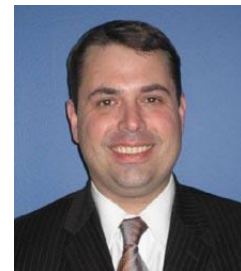
local de produits de haute technologie en obligeant les entreprises étrangères à développer en Chine leurs produits brevetés, y est résolument dénoncée.<sup>2</sup>

La Russie s'est quant à elle retrouvée classée sur la liste de surveillance prioritaire pour la 13<sup>e</sup> année consécutive, et ce, malgré l'appui à l'accession du pays à l'OMC accordé quelques jours plus tôt par le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, et le président du Conseil économique national (NEC), Lawrence Summers. La Russie a signé un protocole d'entente bilatéral sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle avec les États-Unis en 2006, mais tarde à mettre en œuvre les réformes promises. Le représentant au Commerce adjoint, Stan McCoy, a précisé que les États-Unis considéraient la mise en œuvre des dispositions du traité comme une étape préalable à l'accession de la Russie à l'OMC. De hauts fonctionnaires russes ont cependant rétorqué que la question du respect des DPI devrait être traitée après l'accession de la Russie à l'OMC, possiblement même par l'intermédiaire de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC.

L'USTR a classé pour une deuxième année de suite le Canada sur la liste prioritaire du rapport « Spécial 301 » afin de faire pression sur le parlement canadien, qui tarde à réformer ses lois sur la protection des DPI, notamment celles encadrant le commerce et l'échange de fichiers en ligne. Le Canada, qui a signé les deux traités Internet de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI); le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), est le dernier pays du G8 à ne pas les avoir ratifiés. Leur ratification imposerait un durcissement des sanctions concernant les violations de DPI.



Le représentant américain au Commerce, Ron Kirk



L'assistant USTR, Stan McCoy

<sup>1</sup> Pour un résumé du rapport « Spécial 301 » 2009, consultez la Chronique commerciale américaine du 4 mai 2009 : IEIM [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=4944](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=4944)

<sup>2</sup> Pour un résumé de la politique d'« innovation indigène » chinoise, consultez la Chronique commerciale américaine du 21 avril 2010 : IEIM <http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?article5709>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

Pays répertoriés par le rapport « Spécial 301 » 2010
Liste prioritaire :
Algérie, Argentine, Canada, Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Russie, Thaïlande et Venezuela
Liste régulière :
Bolivie, Brésil, Sultanat de Brunei, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Égypte, Espagne, Finlande, Grèce, Guatemala, Italie, Jamaïque, Koweït, Liban, Malaisie, Mexique, Norvège, Ouzbékistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Vietnam
Révision selon le « processus 306 » :
Paraguay

Pour consulter le rapport « Spécial 301 » 2010, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2010-3>

Sources : USTR, « USTR Releases 2010 Special 301 Report on Intellectual Property Rights », *Press Releases*, 30 avril 2010, en ligne: USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/april/ustr-releases-2010-special-301-report-intellectual-p> Gene Quinn, « US Trade Representative Issues Annual Report on Global IP Rights », *IPWatchdog*, 30 avril 2010, en ligne: <http://www.ipwatchdog.com/2010/04/30/us-trade-representative-issues-annual-report-on-global-ip-rights/id=10356/> Doug Palmer, « China, Russia top USTR piracy list; India being watched », *Reuters*, 30 avril 2010, en ligne: <http://blogs.reuters.com/doug-palmer/2010/04/30/china-russia-top-ustr-piracy-list-india-being-watched/> « 2010 Special 301 Report Shows Continued IPR Challenges With Russia, China », *Daily News*, 30 avril 2010, en ligne: [Inside Trade](http://www.insidetrade.com/secure/display.asp?dn=4302010_special&f=wto2002.ask) [http://www.insidetrade.com/secure/display.asp?dn=4302010\\_special&f=wto2002.ask](http://www.insidetrade.com/secure/display.asp?dn=4302010_special&f=wto2002.ask)

## Relations commerciales

### *Accession de la Russie à l'OMC : l'appui américain se confirme*

Le vice-premier ministre russe Igor Shuralov, le ministre des Finances Alexei Kudrin et la ministre de l'Économie et du Développement, Elvira Nabulina, étaient de passage à Washington le mardi 27 avril dernier. Ils y ont entre autres rencontré le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, et le président du Conseil économique national (NEC), Lawrence Summers, dans le but de s'assurer l'appui des États-Unis à l'accession de la Russie à l'OMC. Le premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré que l'accession de son pays à l'OMC était une priorité. Il souhaite la voir confirmée avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010. Afin d'accélérer son intégration à l'organisation internationale, la Russie a fait volte-face dans son projet d'entrer à l'OMC sous forme d'union douanière avec le Belarus et le Kazakhstan. L'annonce du projet d'union douanière en 2009 avait retardé indéfiniment l'accession de la Russie à l'OMC. Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a indiqué par voie de communiqué que les États-Unis sont maintenant prêts à accélérer le processus d'adhésion russe.



Le premier ministre russe,  
Dmitri Medvedev

Le processus d'accession, entamé depuis près de 17 ans, achoppe sur plusieurs points. Les États-Unis profitent de l'occasion pour presser la Russie d'agir sur les principaux contentieux



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

commerciaux qui séparent les deux pays, soit le respect des droits de propriété intellectuelle (DPI), la reconnaissance des normes sanitaires et phytosanitaires internationales (SPS), le traitement des entreprises d'État et les barrières à l'entrée imposées à certains produits spécialisés des technologies de l'information. Bien que les parties aient souligné que des progrès ont été accomplis lors de la rencontre de mardi sur ces sujets litigieux, peu de détails ont filtré. La question du traitement des entreprises d'État semble avoir progressé. Les États-Unis veulent s'assurer que les entreprises d'État ne bénéficient pas d'avantages indus de la part du gouvernement relativement aux entreprises étrangères. Les Russes ont accepté que cette spécification soit incluse dans le texte d'accession. Un différend plus profond semble séparer les parties sur la question des DPI. Les États-Unis et la Russie ont signé en 2006 un protocole d'entente bilatéral sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle. Les États-Unis soutiennent que les réformes promises n'ont pas été mises en place et qu'elles doivent l'être avant l'adhésion russe à l'OMC. La Russie soutient quant à elle que les principales réformes législatives nécessaires à son accession sont complétées et que tous contentieux supplémentaires devront être adressés par l'entremise du processus de règlement des différends de l'organisation.

L'adhésion de la Russie à l'OMC pourrait être un facteur de stabilité important pour attirer plus d'investisseurs étrangers dans le pays, mais offrirait aussi un levier supplémentaire aux gouvernements étrangers dans leurs relations commerciales avec le géant eurasiatique. La Russie est de loin le plus important pays non membre de l'organisation. Dans ce contexte, plusieurs analystes ont souligné que le pays pourrait bien jouer la carte du nucléaire iranien afin de s'assurer une adhésion selon ses termes. La Russie s'est opposé jusqu'à présent aux propositions de sanctions commerciales envers l'Iran. L'appui américain à l'adhésion russe à l'OMC pourrait être marchandé en échange d'un compromis sur des sanctions internationales envers l'Iran. Les responsables russes ont démenti ces allégations.

Sources : USTR, « Readout of Ambassador Kirk's Meeting with Russian Officials », *Press releases*, 27 avril 2010, en ligne: USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/april/readout-meeting-russian-officials> Erik Wasson, « Russian Deputy PM Seeks WTO Accession Deal At White House Meeting », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 17, 30 avril 2010, p. 1, 21-22.

## Politique commerciale américaine

### *Les pressions pour lever l'embargo sur Cuba s'accroissent*

Le sous-comité sur le commerce du Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants tenait cette semaine des audiences sur la politique commerciale américaine envers Cuba. De nombreux intervenants des milieux académiques et entrepreneuriaux sont venus témoigner en faveur de l'abandon partiel ou complet de l'embargo. L'audience est reliée à l'introduction à la chambre du projet de loi H.R. 1531 en 2009, qui prévoit un assouplissement de l'embargo, notamment dans le but de faciliter le commerce de produits agricoles et médicaux vers Cuba.

L'approche bipartisane dans ce dossier n'est pas encore pleinement assurée. Alors que le président du sous-comité sur le commerce du Comité des voies et moyens, John Tanner s'est prononcé avant même le début des audiences pour un assouplissement de l'embargo, le représentant républicain Kevin Brady, membre du même sous-comité, a profité des audiences pour souligner ce qu'il



Le président du sous-comité sur le commerce, John Tanner (D-TN)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

considère comme l'hypocrisie des démocrates : alors que ces derniers refusent de ratifier l'accord de libre-échange (ALE) avec la Colombie sur des motifs de violation des droits humains, ils

*« Il est clair pour moi que la politique américaine envers Cuba est un échec. L'embargo n'a pas atteint ses objectifs et a restreint l'accès au marché cubain pour les travailleurs, les familles et les entreprises américaines. [...] Il est temps d'élargir notre approche afin de promouvoir simultanément les intérêts économiques américains ainsi que la démocratie et les droits humains à Cuba. »*

– John Tanner, président du sous-comité sur le commerce, 21 avril 2010.

supportent l'ouverture envers Cuba. Kevin Brady s'est prononcé en faveur d'une ouverture similaire à celle proposée dans le projet de loi H.R. 1531, mais s'objecte à toute autre ouverture sans réformes démocratiques de la part du gouvernement cubain.

Barack Obama s'était engagé durant sa campagne électorale à réviser la politique d'embargo commerciale américaine envers Cuba. Le projet de loi actuellement à l'étude, associé au projet de loi H.R. 4645 qui vise à assouplir les règles qui limitent le tourisme vers Cuba, concrétiserait la première brèche dans l'embargo cubain en 50 ans entamée par la levée partielle des barrières aux transferts de fonds et aux réunions des familles décrétée par l'Administration en février 2010.

Pour consulter les témoignages des différents participants aux audiences du sous-comité sur le commerce, voir : Comité des voies et moyens

<http://waysandmeans.house.gov/Hearings/hearingDetails.aspx?NewsID=11147>

Sources : Comité des voies et moyens, « Trade Subcommittee Chairman Tanner Announces Hearing on U.S.-Cuba Policy », *Hearing Advisory*, 21 avril 2010, en ligne : Comité des voies et moyens

<http://waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=11146> Doug Palmer, « House Panel Mulls bill to ease Cuban embargo », *Reuters*, 29 avril 2010, en ligne : Reuters [www.reuters.com/article/idUSTRE63S3WK20100429](http://www.reuters.com/article/idUSTRE63S3WK20100429)

---

### Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité : Nous avons rassemblé cette semaine plusieurs articles sur des mises à jour d'initiatives commerciales mineures des États-Unis, notamment avec le Pakistan. L'ALE avec la Colombie a encore soulevé les passions cette semaine alors que le président du Comité des voies et moyens, Sander Levin, a souligné que les faibles progrès en matière de droits des travailleurs empêcheraient l'accord d'être conclu cette année. Nous présentons deux articles, un du *Dallas News*, favorable à la ratification, et un autre de *Public Citizen*, qui y est opposé. Le *Financial Times* a publié deux articles d'opinion sur le processus d'adhésion de la Russie à l'OMC. Dans un registre un peu plus technique, le lecteur pourra être intéressé à consulter les dossiers présentés aux audiences du Comité des finances du Sénat sur les réformes douanières portuaires en cliquant sur ce lien : <http://finance.senate.gov/hearings/hearing/?id=a41ba5cb-5056-a032-526f-5f3933e34f08>. Soulignons en terminant l'initiative entre les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et l'Australie, qui cherchent à éliminer entièrement les droits de douane sur les produits technologiques environnementaux.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 mai 2010

Études économiques et commerciales : Comme chaque année, le département du Trésor publie le 30 avril son rapport annuel sur la part de la dette américaine détenue par les étrangers. Soulignons que cette année la Chine a supplanté le Japon comme premier détenteur international de titres de dette américaine avec un total de 1 464 milliards de dollars É-U. Vous pouvez consulter le rapport en cliquant sur ce lien : <http://www.ustreas.gov/press/releases/tg677.htm>.

« Russia's Rethink », *Financial Times*, 27 avril 2010, en ligne: Financial Times  
<http://www.ft.com/cms/s/0/b590e8ca-522d-11df-8b09-00144feab49a.html>

« Swaziland: Not much Benefit in Preferential Trade Agreement », *IRIN News*, 28 avril 2010, en ligne: IRIN <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=88955>

Charles Clover, « Russia Ditches Partners to Join WTO », *Financial Times*, 27 avril 2010, en ligne: Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/ef011ea8-5193-11df-bed9-00144feab49a.html>

Geoff Dyer, « China to Hit US Chicken with New Tariffs », *Financial Times*, 28 avril 2010, en ligne: Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/c585639c-5277-11df-8b09-00144feab49a.html>

Jim Landers, « Colombia Left on Hold for U.S. Free Trade Vote », *Dallas News*, 27 avril 2010, en ligne: Dallas News  
[http://www.dallasnews.com/sharedcontent/dws/bus/columnists/jlanders/stories/DN-landers\\_27bus.ART.State.Edition1.402319c.html](http://www.dallasnews.com/sharedcontent/dws/bus/columnists/jlanders/stories/DN-landers_27bus.ART.State.Edition1.402319c.html)

Kalbe Ali, « Pakistan, US to Start BIT Talks this Month », *Dawn*, 1<sup>er</sup> mai 2010, en ligne: Dawn  
<http://www.dawn.com/wps/wcm/connect/dawn-content-library/dawn/the-newspaper/business/pakistan,-us-to-start-bit-talks-this-month-150>

Mark Drajem, «U.S. Seeks to Push Ahead With Trade Deal on Green Technologies », *Bloomberg*, 26 avril 2010, en ligne: Business Week <http://www.businessweek.com/news/2010-04-26/u-s-seeks-to-push-ahead-with-trade-deal-on-green-technologies.html>

Travis McArthur, « No Labor Rights Protections Harm Exports, Too », *Eyes on Trade*, 29 avril 2010, en ligne: Public Citizen <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2010/04/no-labor-rights-protections-harm-exports-too.html>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique** : Christian Deblock

**Recherche et rédaction** : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

